



**FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE**  
*Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT-AILP)*  
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS –  
Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84  
libre.pensee@wanadoo.fr — <http://www.fnlp.fr>



**-Communiqué de presse -**

***400 libres penseurs, syndicalistes, démocrates  
dans l'union à la Bourse du Travail à Paris :  
Contre la ratification de la Charte européenne  
des langues régionales***

**A** l'initiative de la **Libre Pensée**, 400 libres penseurs, laïques, démocrates, républicains et syndicalistes, dans l'union la plus large, se sont réunis pour commencer l'action commune contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales.

Cette Charte ne vise nullement à défendre les langues régionales ou minoritaires, elle ne vise qu'à faire éclater l'unité et l'indivisibilité de la République. Avec l'Acte III de la décentralisation, cette manœuvre antirépublicaine veut remettre l'égalité en droit des citoyens.

Devant un public attentif, sous la présidence de **Christian Eyschen**, vice-Président de la Libre Pensée, tour à tour :

Une communication de **Françoise Morvan** a été portée à la connaissance des participants.

**Jean-Sébastien Pierre**, Président de la Libre Pensée a procédé à une étude de la Charte.

Puis, ont pris la parole :

**Ramiro Riera** pour l'association **Laïcité-Liberté**

**Alette Geistdoerfer**, Secrétaire générale de **l'Union rationaliste**

Un message de **Gilbert Abergel**, 1<sup>er</sup> vice-Président du **Comité-Laïcité-République** a été lu

**Jean-François Chalot**, Secrétaire général du **CNAFAL**

**Yves Pras**, Président du **Mouvement Europe-Laïcité (CAEDEL)**

**Georges Gastaud**, Président de **COURRIEL**

**Jean-Noël Lahoz**, syndicaliste libre penseur

**David Gozlan**, Secrétaire général de la Libre Pensée

Il a été décidé que des délégations, avec les associations présentes, demanderaient à être reçues par les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat pour demander aux députés et sénateurs de ne pas ratifier cette Charte réactionnaire et antirépublicaine.

Les réponses seront apportées à la connaissance de tous.



Paris,  
le 10 mai 2014